

**Consultation CRE n°2020-014 sur la modification de l'accord-cadre ARENH**

**Le 15 septembre 2020**

**Réponse ENGIE**

1. Êtes-vous favorables aux évolutions envisagées s'agissant notamment des stipulations applicables en cas d'invocation du bénéfice de la force majeure ?

- En ce qui concerne la proposition de « modification de la définition de la Force Majeure figurant à l'article 10.1 de l'accord-cadre, destinée à simplifier celle-ci et de la rapprocher de la définition de l'article 1218 du Code civil » :

ENGIE est favorable à la suppression de la notion de « conditions économiquement raisonnables ».

En outre, ENGIE est favorable à l'alignement de la définition de la force majeure avec celle de l'article 1218 du Code civil.

Toutefois, afin de préserver l'équilibre contractuel entre les Parties sur cet aspect de l'accord-cadre, ENGIE considère que ces modifications ne peuvent être adoptées que si, de manière corrélative, la possibilité de suspendre l'exécution de l'accord-cadre en cas de circonstances exceptionnelles affectant les centrales nucléaires prévue à l'article 13.1 est également supprimée. Cette suppression implique d'adapter le cadre législatif en supprimant le dernier alinéa de l'article L. 336-3 du code de l'énergie.

Dans l'hypothèse où la possibilité de suspension susvisée ne serait pas supprimée, il conviendrait, *a minima*, d'adapter la rédaction de l'article 13.1. en ajoutant les parties en rouge et en supprimant les parties barrées comme indiqué ci-dessous :

*« En cas de suspension due à un événement visé aux points 1, ~~ou~~ 2 ou 4, tous les frais nécessaires à la reprise des Cessions annuelles d'électricité et de garanties de capacité seront à la charge de la Partie défaillante. »*

- En ce qui concerne « les précisions apportées aux modalités opérationnelles applicables lorsqu'une des Parties à l'accord-cadre invoque le bénéfice de la force majeure, notamment s'agissant des délais et des modalités de notification, échanges entre les parties » :

Article 10.2 : ENGIE considère opportun d'ajouter le mot « Simultanément » comme indiqué ci-dessous :

*« A la suite de la survenance de l'événement de force majeure, la Partie souhaitant invoquer le bénéfice de la force majeure devra, informer **simultanément** l'autre Partie, la CDC et la CRE, au choix par courrier électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception, de l'apparition de cet événement et, dans la mesure du possible, leur faire part d'une estimation, à titre indicatif, de la durée probable de cet événement. La Partie ayant invoqué le bénéfice de la force majeure devra, dans un délai ne pouvant être supérieur à deux jours ouvrés à compter de la cessation de l'événement de force majeure, et selon les mêmes modalités, informer **simultanément** l'autre Partie, la CDC et la CRE, de la date de cessation de l'événement de force majeure. »*

ENGIE est par ailleurs favorable aux autres propositions de modifications des articles 10.3, et 10.4.

- En ce qui concerne la proposition de « clarification du caractère de « plein droit » de l'interruption consécutive à l'invocation du bénéfice de la force majeure » :

Article 13.1 : En cohérence avec le 10.2 ENGIE propose d'ajouter le mot « Simultanément » comme indiqué ci-dessous :

*« Pour le point 3, la suspension de l'exécution des obligations de l'accord-cadre prend effet le deuxième jour ouvré suivant la réception par la CRE de la notification de l'apparition d'un événement de force majeure par la Partie qui l'invoque.*

*La Partie invoquant la force majeure doit la notifier **simultanément** à la CRE, à la CDC et à l'autre Partie dans les conditions définies à l'article 10.2 du présent accord-cadre. La suspension entraîne de plein droit l'interruption de la Cession annuelle d'électricité et de garanties de capacité et des paiements correspondants. La CRE notifie aux Parties, par courrier électronique confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception, la mise en œuvre effective de cette suspension et en informe RTE et la CDC. Cette clause s'applique même dans le cas de contestation de l'existence de l'événement de force majeure par l'une des Parties (la Partie contestante). Dans une telle situation, la Partie contestante pourra saisir le juge compétent en application de l'article 19 du présent accord-cadre. »*

...

*« En cas de suspension due à un événement visé au point 3, la reprise de l'exécution des obligations de l'accord-cadre prend effet le deuxième jour ouvré suivant la réception par la CRE*

*de l'information de la cessation de l'événement de force majeure par la Partie qui l'invoque. La Partie invoquant la cessation de l'événement de force majeure doit la notifier **simultanément** à la CRE, à la CDC et à l'autre Partie dans les conditions définies à l'article 10.2 du présent accord-cadre. »*

ENGIE est par ailleurs favorable aux autres propositions de modifications de l'article 13.1.

2. Quelles autres modifications vous semblent nécessaires pour clarifier la mise en application d'une telle clause compte tenu du retour d'expérience de la période passée ?

Voir les suggestions d'ENGIE dans le 1 ci-dessus.

3. Considérez-vous qu'il existe d'autres clauses de l'accord-cadre qui devraient être modifiées ? Si oui, lesquelles et pour quelles raisons ?

A l'article 13.2.2., ENGIE est favorable à la réduction du préavis de 60 jours laissé au Vendeur à 30 jours :

*« Le cas échéant, l'Acheteur dispose de trente (30) jours à compter de la survenance de l'événement à l'origine des cas mentionnés ci-dessus pour notifier au Vendeur de sa décision de résiliation anticipée. Il en informe le Vendeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en respectant un préavis de ~~soixante (60)~~ **trente (30)** jours à compter de la notification effective. Une copie doit être adressée à la CRE et la CDC. La résiliation prend effet le premier (1er) jour du mois suivant le terme du préavis ou le jour de prise d'effet de la modification ou de l'évolution visée ci-dessus si cette dernière prend effet après le terme du préavis ».*

Enfin, ENGIE appelle l'attention de la CRE sur l'intérêt qu'il y aurait de permettre la livraison des volumes ARENH à un fournisseur sur plusieurs périmètres de responsable d'équilibre. Bien que les règles MA-RE en vigueur le permettent, les dispositions du code de l'énergie et de l'accord-cadre ARENH ne prévoient pas un tel cas de figure.